

N°70/CA du Répertoire

N° 2010-54/CA₁ bis du greffe

Arrêt du 06 juin 2013

Affaire : ALOTCHKPA CHRISTOPHE
C/
ETAT BENINOIS

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 18 mars 2010 par laquelle monsieur ALOTCHKPA Christophe précédemment magasinier au PAM/ZOU, assisté de maître Donatien K. GBADESSI, avocat à la cour, a saisi la haute juridiction d'un recours de plein contentieux visant la condamnation de l'Etat béninois au paiement de dommages et intérêts évalués au montant de 7.993.250 F ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller **Victor D. ADOSSOU** en son rapport ;

Où l'avocat général **Cyriaque C. DOGUE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

LES FAITS

Sur la recevabilité

Considérant que le présent recours est un recours de pleine juridiction ;

Que le requérant qui sollicite la condamnation de l'Etat béninois au paiement à son profit, de dommages et intérêts, devra

au préalable lier le contentieux en saisissant l'administration de sa demande de réparation chiffrée ;

Considérant que le requérant soutient avoir saisi l'administration de son recours préalable par une correspondance en date à Cotonou du 21 décembre 2009 ;

Qu'il précise que l'administration a reçu ladite correspondance le 23 décembre 2009 ;

Mais considérant que copie du recours préalable n'est pas versée au dossier, pas plus qu'il n'y apparaît, la preuve de la réception dudit recours par l'administration

Qu'en l'état, la procédure initiée par le requérant apparaît comme une vaine tentative de remise en cause d'une chose jugée ;

Qu'au total, le requérant n'apporte pas la preuve de ce qu'il a véritablement lié le contentieux ;

Que son recours devra par conséquent être déclaré irrecevable ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Le recours en date à Cotonou du 18 mars 2010 de monsieur ALOTCHOKPA Christophe tendant à la condamnation de l'Etat béninois au paiement de dommages et intérêts évalué à la somme de Sept Millions Neuf Cent Quatre Vingt Treize Mille Deux Cent Cinquante (7.993.250) francs CFA en réparation des préjudices prétendument subis, est irrecevable ;

Article 2 : les dépens sont mis à la charge du requérant ;

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la chambre administrative,

PRESIDENT;



**Bernadette CODJOVI
et
Victor D. ADOSSOU**

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi 06 juin deux mille treize la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER.

Et ont signé,

Le Président,

Le Rapporteur,


Grégoire ALAYE


Victor D. ADOSSOU

Le greffier,


Hortense LOGOSSOU-MAHMA

